

BPCE SFH

**ATTESTATION DU CONTROLEUR SPECIFIQUE
SUR LES MODES ET RESULTATS D'EVALUATION
ET LES METHODES DE REEXAMEN PERIODIQUE
DE LA VALEUR DES IMMEUBLES
AU 31 DECEMBRE 2014**

**CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIES
19, RUE CLEMENT MAROT
75008 PARIS**

BPCE SFH
50, avenue Pierre Mendès-France
75013 PARIS

ATTESTATION DU CONTROLEUR SPECIFIQUE
SUR LES MODES ET RESULTATS D'EVALUATION
ET LES METHODES DE REEXAMEN PERIODIQUE
DE LA VALEUR DES IMMEUBLES
AU 31 DECEMBRE 2014

Au Conseil d'administration de BPCE SFH,

En notre qualité de contrôleur spécifique de BPCE SFH et en application des dispositions prévues par l'article 5 du règlement 99-10 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, nous avons procédé à la vérification de la validité, au regard de la réglementation en vigueur, des modes et résultats d'évaluation des immeubles sous-jacents aux prêts et des méthodes de réexamen périodique de leur valeur, tels que publiés simultanément aux comptes annuels au 31 décembre 2014 et joints à la présente attestation.

Les modes et résultats d'évaluation des immeubles et les méthodes de réexamen périodique de leur valeur ont été définis et mis en œuvre sous la responsabilité de la direction de votre société.

Il nous appartient de nous prononcer sur leur validité au regard des règles en vigueur au 31 décembre 2014.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Nos travaux ont consisté à vérifier la conformité :

- des procédures, modes et résultats d'évaluation ainsi que des méthodes de réexamen périodique, dans leur conception et dans leur détermination, à la réglementation en vigueur au 31 décembre 2014 ;
- des informations publiées simultanément aux comptes annuels avec, d'une part, le dispositif d'évaluation et de réexamen effectivement appliqué et, d'autre part, avec les résultats résultant de l'application du dispositif d'évaluation.

BPCE SFH

Attestation sur les modes et résultats d'évaluation et les méthodes de réexamen périodique de la valeur des immeubles au 31 décembre 2014

Les modes d'évaluation des immeubles et les méthodes de réexamen périodique de leur valeur, publiés simultanément aux comptes annuels au 31 décembre 2014, appellent de notre part l'observation suivante :

Le processus de réévaluation des gages mis en œuvre au 31 décembre 2014 ne tient pas compte de l'évolution du marché immobilier constatée au cours de l'année 2014. Le rattrapage de ce retard de traitement sera effectué au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Fait à Paris, le 29 juin 2015

Le Contrôleur Spécifique



CAILLIAUDEDOUT ET ASSOCIES
Laurent BRUN

BPCE SFH

PROCEDURE AFFERENTE A L'EVALUATION INITIALE ET A LA REEVALUATION DES BIENS APPORTES EN GARANTIE DES PRETS AU 31.12.2014

Sommaire

| | |
|--|----------|
| 1. Le cadre réglementaire..... | 2 |
| 1.1. Règlement n° 99-10 du CRBF – Chapitre 1 ^{er} de l'évaluation des immeubles | 2 |
| 2. Evaluation initiale des biens financés..... | 4 |
| 3. Réévaluation périodique des biens financés | 5 |
| 3.1 Référentiel utilisé pour les évolutions des prix au m ² : PARIS NOTAIRES SERVICES & PERVAL..... | 5 |
| 3.2. Retraitements effectués sur les données utilisées | 6 |
| 3.3. Calcul de la valeur réévaluée des biens financés | 6 |
| 4. Annexe : indices retenus en 2014 et valeur des gages..... | 7 |

BPCE SFH est un établissement de crédit, filiale à 100% de BPCE SA, dont l'objet est le refinancement de prêts personnels immobiliers, originés par les réseaux commerciaux du Groupe BPCE, par l'émission d'Obligations de Financement de l'Habitat.

1. Le cadre réglementaire

BPCE SFH est soumise à différentes obligations réglementaires, notamment l'application du règlement N° 99-10 du CRBF sur la valorisation des biens financés par des prêts éligibles.

1.1. Règlement n° 99-10 du CRBF du 09 juillet 1999 – Chapitre 1^{er} de l'évaluation des immeubles

Modifié par les règlements 2001-02 du 26 juin 2001 et n°2002-02 du 15 juillet 2002 et par les arrêtés du 7 mai 2007, du 23 février 2011, du 26 mai 2014 et du 03 novembre 2014:

Article 1 : Les immeubles financés ou apportés en garantie au sens des articles L.513-3 et L.513-29 du code monétaire et financier font l'objet d'une évaluation prudente excluant tout élément d'ordre spéculatif.

Article 2 : L'évaluation est réalisée sur la base des caractéristiques durables à long terme de l'immeuble, des conditions de marché normales et locales, de l'usage actuel de l'immeuble et des autres usages qui pourraient lui être donnés.

Cette valeur est déterminée par écrit de manière claire et transparente et ne peut être supérieure à la valeur vénale.

Par dérogation, l'évaluation peut être fondée sur le coût total de l'opération initiale lorsque ce coût est inférieur à 600 000 euros ou lorsque l'ensemble des prêts immobiliers financés par la société de crédit foncier ou par la société de financement de l'habitat et garantis par l'immeuble évalué présente un capital unitaire restant dû, apprécié au moment de l'acquisition de ces prêts ou de leur apport en garantie, inférieur à 480 000 euros.

Article 3 : Après leur acquisition ou apport en garantie, l'évaluation des immeubles est réexaminée dans le cadre du système de mesure des risques auquel sont assujetties les sociétés de crédit foncier et les sociétés de financement de l'habitat au titre de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution :

a) Pour les immeubles à usage d'habitation, cet examen est effectué annuellement selon une méthode statistique ;

b) Pour les immeubles à usage professionnel pour lesquels l'ensemble des prêts immobiliers appartenant à la société de crédit foncier et garantis par le bien évalué présente un capital unitaire restant dû inférieur à 30 % du montant total initialement prêté ou inférieur à 480 000 euros, l'examen peut être effectué annuellement par l'utilisation d'une méthode statistique ;

c) Pour les immeubles à usage professionnel dont le coût d'achat ou la dernière valeur estimée est inférieur à 600 000 euros et lorsque l'ensemble des prêts appartenant à la société de crédit foncier et garantis par le bien évalué présente un capital unitaire restant dû supérieur à 480 000 euros, cet

examen est individuel et effectué tous les trois ans. Entre deux examens individuels, la valeur de ces immeubles est réexaminée annuellement selon une méthode statistique ;

d) Pour les immeubles à usage professionnel dont le coût d'achat ou la dernière valeur estimée est supérieur à 600 000 euros et lorsque l'ensemble des prêts appartenant à la société de crédit foncier et garantis par le bien évalué présente un capital unitaire restant dû supérieur à 480 000 euros, cet examen est annuel et individuel.

Article 4 : L'évaluation des biens immobiliers est réalisée par un expert indépendant au sens de l'article 168 de l'arrêté du 20 février 2007 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement.

Article 5 : Les modes et les résultats d'évaluation des immeubles ainsi que les méthodes de réexamen périodique de leur valeur sont tenus à la disposition du contrôleur spécifique mentionné à l'article L.513-23 du Code monétaire et financier qui se prononce sur leur validité. Ils sont publiés simultanément aux comptes annuels accompagnés de l'appréciation du contrôleur spécifique. L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution peut exiger leur modification.

Article 5 bis : Les prêts financés par les sociétés de crédit foncier et par les sociétés de financement de l'habitat font l'objet d'une documentation appropriée.

Article 5 ter : Les sociétés de crédit foncier et les sociétés de financement de l'habitat disposent de procédures leur permettant de vérifier que les immeubles financés ou apportés en garantie font l'objet d'une assurance adéquate contre les dommages.

2. Evaluation initiale des biens financés

Les articles 2 et 4 du règlement n°99-10 du CRBF, stipulent que :

- l'évaluation initiale d'un gage est réalisée sur la base des caractéristiques durables à long terme de l'immeuble, des conditions de marché normales et locales, de l'usage actuel de l'immeuble et des autres usages qui pourraient lui être donnés ;
- cette évaluation est déterminée par écrit de manière claire et transparente et ne peut être supérieure à la valeur vénale ;
- l'évaluation des immeubles est réalisée par un expert indépendant ;
- par dérogation, l'évaluation peut être fondée sur le coût total de l'opération initiale lorsque ce coût est inférieur à 600 000 € ou lorsque l'ensemble des prêts immobiliers financés par la Société de Financement de l'Habitat et garantis par l'immeuble évalué présente un capital unitaire restant dû, apprécié au moment de l'acquisition de ces prêts ou de leur apport en garantie, inférieur à 480 000 €.

Dans la pratique, une évaluation à dire d'expert n'est pas, en l'état, systématiquement diligentée par les réseaux commerciaux du Groupe BPCE lors de l'instruction des prêts.

Dans ce contexte :

- tous les gages donnés en garantie à BPCE SFH font l'objet d'une valorisation initiale sur la base du coût de l'opération.
- Lors de la transformation de BPCE SFH en Société de Financement de l'Habitat, il a été décidé de :
 - ne pas mobiliser les prêts concernés par le dépassement des seuils mentionnés précédemment (600 K€ / 480 K€), en attendant l'évaluation à dire d'expert des gages sous-jacents ;
 - analyser les possibilités de diffusion pour l'avenir, au sein des réseaux commerciaux du Groupe d'une procédure d'évaluation initiale des gages lors de l'octroi des prêts.

Dans les chaînes de gestion du Groupe, le coût de l'opération intègre, mais de façon non systématique les « frais de notaire » (en diminution du coût de l'opération).

3. Réévaluation périodique des biens financés

Conformément à la réglementation applicable, s'agissant de biens immobiliers résidentiels à destination des particuliers, l'actualisation de la valeur initiale des biens financés se fait par une méthode statistique.

La méthode de réévaluation statistique mise en œuvre par BPCE SFH dépend de la localisation des biens.

Pour les biens situés en Région Ile-de-France, la méthode est fondée sur les prix immobiliers moyens par département, à l'exclusion des biens situés à Paris pour lesquels les prix moyens sont segmentés par arrondissement. Ces prix moyens sont issus de la base PARIS NOTAIRES SERVICES, recensant les références des transactions immobilières notariées sur l'ensemble de la Région Ile-de-France.

Pour les biens situés dans les autres départements métropolitains, la méthode est fondée sur le prix immobilier moyen par département issu de la base PERVAL, recensant les références des transactions immobilières notariées sur l'ensemble du territoire concerné.

Pour les biens situés dans les DOM/COM (4 088 dossiers représentant un encours de 326,6 M€), on utilise l'indice de réévaluation national issu de la base PERVAL.

3.1 Référentiel utilisé pour les évolutions des prix au m² : PARIS NOTAIRES SERVICES & PERVAL

Les indicateurs de réévaluation qui ont été retenus sont ceux issus des bases commercialisées par les sociétés PARIS NOTAIRES SERVICES et PERVAL détenues par le notariat. Ces bases couvrent, d'une part, l'Ile de France et, d'autre part, le reste du territoire français.

Ces bases restituent les évolutions des prix de l'immobilier ancien au m². BPCE SFH effectue une mise à jour semestrielle en décembre et en juin pour la valorisation des garanties des crédits immobiliers. Ces mêmes indices de prix sont utilisés dans le cadre des travaux Bâle II pour le suivi de la valeur des garanties au niveau du Groupe BPCE.

L'historique des prix est alimenté depuis le 1^{er} trimestre 1998 par la base PERVAL et depuis le 1^{er} trimestre 1990 par la base PARIS NOTAIRES SERVICES. Les périodes antérieures sont recomposées à partir de l'indice dit « DUON ».

S'agissant de ce dernier indice, il est composé de séries annuelles longues d'indices de prix disponibles sur :

http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/rubrique.php3?id_rubrique=138#a2

Remarque : La créance la plus ancienne intégrée au cover pool au 31 décembre 2014 date de juillet 1993.

Il convient de noter que les indicateurs de réévaluation sont publiés par chacune des 2 sources PERVAL et PARIS NOTAIRES SERVICES avec un délai moyen de 9 mois. Dans ce contexte, les derniers indicateurs utilisés au 31 décembre sont généralement ceux du 2nd trimestre de l'année d'arrêté pour les deux fournisseurs. Pour l'arrêté du 31.12.2014, on utilise les indices du 4^{ème} trimestre 2013 fournis par PERVAL et PARIS NOTAIRES SERVICES. Il s'agit des indices définitifs.

3.2. Retraitements effectués sur les données utilisées

- Retraitement des départements non disponibles

Les biens sans localisation géographique exploitable font l'objet d'un retraitement qui consiste à récupérer le code postal du client dès lors que le prêt correspond au financement de la résidence principale de l'emprunteur. Ce traitement concerne 23 057 prêts pour un encours de 1 083,4M€.

A l'issue de ce retraitement et pour les biens situés à Paris qui ne présentent pas de code postal l'indice moyen parisien est utilisé. Pour les biens situés en province sans code département correspondant au référentiel des indices, l'indice national est appliqué.

Ainsi, les gages localisés hors DOM/TOM et pour lesquels la réévaluation emprunte l'indice national et non l'indice départemental représentent 2 616 dossiers pour un montant réévalué de 410,1M€ (soit moins de 0,58% de la valeur réévaluée totale des gages) et un encours de prêts de 101,2M€, répartis de la façon suivante :

- 1 543 dossiers pour lesquels on ne disposait pas d'indice départemental à la date d'octroi,
- 1 073 dossiers sans code département exploitable,

Une démarche générale de mise en qualité des données impliquant l'ensemble des établissements adhérents au dispositif de réévaluation des gages a été initiée en 2012 et a permis de réduire la proportion des prêts insuffisamment ou mal renseignés.

3.3. Calcul de la valeur réévaluée des biens financés

Le calcul de la valeur réévaluée des biens se base sur la valeur initiale du bien, telle que déterminée au paragraphe 2, à laquelle est appliquée la formule suivante :

$$\text{Valeur du bien réévaluée} = \text{valeur initiale du bien} * \text{prix au m}^2 \text{ à date d'arrêté} / \text{prix au m}^2 \text{ à date de réalisation du prêt}$$

4. Annexe : indices retenus en 2014 et valeur des gages

Evolution annuelle des prix par département et répartition de la valeur réévaluée des Garanties au 31/12/2014 :

| | Valeur Indicée des Gages au 31/12/2014 en K€ | Prix au m ² 2013 | Prix au m ² 2014 | Evolution Annuelle des Prix en % | Trimestre d'évaluation |
|-------------------------|--|-----------------------------|-----------------------------|----------------------------------|------------------------|
| Ain | 800 777 | 2 017 | 2 070 | 3% | T4-2013/T2-2013 |
| Aisne | 334 049 | 1 175 | 1 190 | 1% | T4-2013/T2-2013 |
| Allier | 393 093 | 1 056 | 1 040 | -2% | T4-2013/T2-2013 |
| Alpes-de-Haute-Provence | 290 809 | 1 813 | 1 858 | 2% | T4-2013/T2-2013 |
| Hautes-Alpes | 350 817 | 2 072 | 2 081 | 0% | T4-2013/T2-2013 |
| Alpes-Maritimes | 1 950 753 | 4 109 | 4 077 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Ardèche | 471 270 | 1 493 | 1 459 | -2% | T4-2013/T2-2013 |
| Ardennes | 116 653 | 1 016 | 1 019 | 0% | T4-2013/T2-2013 |
| Ariège | 172 550 | 1 077 | 1 044 | -3% | T4-2013/T2-2013 |
| Aube | 244 307 | 1 298 | 1 288 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Aude | 435 147 | 1 760 | 1 749 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Aveyron | 398 436 | 1 238 | 1 223 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Bouches-du-Rhône | 3 813 266 | 2 794 | 2 766 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Calvados | 530 944 | 2 006 | 2 011 | 0% | T4-2013/T2-2013 |
| Cantal | 153 895 | 1 173 | 1 138 | -3% | T4-2013/T2-2013 |
| Charente | 241 631 | 1 037 | 1 040 | 0% | T4-2013/T2-2013 |
| Charente-Maritime | 641 182 | 2 070 | 2 056 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Cher | 207 091 | 1 133 | 1 130 | 0% | T4-2013/T2-2013 |
| Corrèze | 220 020 | 1 198 | 1 167 | -3% | T4-2013/T2-2013 |
| Corse | 468 759 | 2 635 | 2 688 | 2% | T4-2013/T2-2013 |
| Côte-d'Or | 684 401 | 1 751 | 1 754 | 0% | T4-2013/T2-2013 |
| Côtes-d'Armor | 373 922 | 1 397 | 1 368 | -2% | T4-2013/T2-2013 |
| Creuse | 82 304 | 841 | 812 | -3% | T4-2013/T2-2013 |
| Dordogne | 310 680 | 1 231 | 1 204 | -2% | T4-2013/T2-2013 |
| Doubs | 655 687 | 1 564 | 1 556 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Drôme | 772 117 | 1 652 | 1 670 | 1% | T4-2013/T2-2013 |
| Eure | 532 750 | 1 584 | 1 563 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Eure-et-Loir | 375 557 | 1 659 | 1 639 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Finistère | 606 380 | 1 444 | 1 423 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Gard | 885 074 | 1 942 | 1 922 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Haute-Garonne | 2 294 406 | 2 284 | 2 248 | -2% | T4-2013/T2-2013 |
| Gers | 241 522 | 1 333 | 1 320 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Gironde | 1 693 418 | 2 182 | 2 216 | 2% | T4-2013/T2-2013 |
| Hérault | 1 420 679 | 2 397 | 2 413 | 1% | T4-2013/T2-2013 |
| Ille-et-Vilaine | 948 572 | 1 991 | 1 976 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Indre | 202 127 | 1 047 | 1 043 | 0% | T4-2013/T2-2013 |
| Indre-et-Loire | 854 639 | 1 792 | 1 823 | 2% | T4-2013/T2-2013 |
| Isère | 1 740 004 | 2 076 | 2 044 | -2% | T4-2013/T2-2013 |
| Jura | 366 497 | 1 214 | 1 222 | 1% | T4-2013/T2-2013 |
| Landes | 499 350 | 1 837 | 1 858 | 1% | T4-2013/T2-2013 |
| Loir-et-Cher | 294 011 | 1 333 | 1 303 | -2% | T4-2013/T2-2013 |
| Loire | 1 148 594 | 1 357 | 1 342 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Haute-Loire | 320 951 | 1 172 | 1 169 | 0% | T4-2013/T2-2013 |
| Loire-Atlantique | 1 410 546 | 2 248 | 2 216 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Loiret | 549 872 | 1 626 | 1 621 | 0% | T4-2013/T2-2013 |
| Lot | 229 002 | 1 346 | 1 273 | -5% | T4-2013/T2-2013 |
| Lot-et-Garonne | 408 162 | 1 125 | 1 167 | 4% | T4-2013/T2-2013 |
| Lozère | 62 711 | 1 278 | 1 239 | -3% | T4-2013/T2-2013 |
| Maine-et-Loire | 978 451 | 1 516 | 1 521 | 0% | T4-2013/T2-2013 |

| | | | | | |
|-----------------------|------------|-------|-------|-----|-----------------|
| Manche | 521 209 | 1 346 | 1 328 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Marne | 367 860 | 1 676 | 1 660 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Haute-Marne | 86 013 | 981 | 966 | -2% | T4-2013/T2-2013 |
| Mayenne | 248 478 | 1 139 | 1 150 | 1% | T4-2013/T2-2013 |
| Meurthe-et-Moselle | 621 679 | 1 461 | 1 446 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Meuse | 154 844 | 879 | 914 | 4% | T4-2013/T2-2013 |
| Morbihan | 558 568 | 1 853 | 1 863 | 1% | T4-2013/T2-2013 |
| Moselle | 1 078 041 | 1 450 | 1 443 | 0% | T4-2013/T2-2013 |
| Nièvre | 203 304 | 1 014 | 985 | -3% | T4-2013/T2-2013 |
| Nord | 2 090 306 | 1 677 | 1 669 | 0% | T4-2013/T2-2013 |
| Oise | 737 634 | 2 002 | 1 979 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Orne | 215 941 | 1 092 | 1 078 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Pas-de-Calais | 1 282 535 | 1 487 | 1 493 | 0% | T4-2013/T2-2013 |
| Puy-de-Dôme | 748 158 | 1 534 | 1 560 | 2% | T4-2013/T2-2013 |
| Pyrénées-Atlantiques | 820 154 | 2 282 | 2 281 | 0% | T4-2013/T2-2013 |
| Hautes-Pyrénées | 270 288 | 1 366 | 1 348 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Pyrénées-Orientales | 532 828 | 1 971 | 1 924 | -2% | T4-2013/T2-2013 |
| Bas-Rhin | 1 240 697 | 2 043 | 2 059 | 1% | T4-2013/T2-2013 |
| Haut-Rhin | 726 368 | 1 657 | 1 672 | 1% | T4-2013/T2-2013 |
| Rhône | 2 307 951 | 2 722 | 2 728 | 0% | T4-2013/T2-2013 |
| Haute-Saône | 221 909 | 1 003 | 979 | -2% | T4-2013/T2-2013 |
| Saône-et-Loire | 695 626 | 1 198 | 1 181 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Sarthe | 599 750 | 1 359 | 1 350 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Savoie | 553 292 | 2 627 | 2 582 | -2% | T4-2013/T2-2013 |
| Haute-Savoie | 1 095 244 | 3 233 | 3 292 | 2% | T4-2013/T2-2013 |
| Paris | 2 029 645 | 8 220 | 8 140 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Seine-Maritime | 1 259 279 | 1 750 | 1 743 | 0% | T4-2013/T2-2013 |
| Seine-et-Marne | 890 346 | 2 720 | 2 690 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Yvelines | 1 961 199 | 3 830 | 3 780 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Deux-Sèvres | 342 934 | 1 134 | 1 123 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Somme | 427 712 | 1 480 | 1 464 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Tarn | 586 497 | 1 287 | 1 252 | -3% | T4-2013/T2-2013 |
| Tarn-et-Garonne | 326 509 | 1 353 | 1 334 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Var | 1 801 969 | 3 245 | 3 258 | 0% | T4-2013/T2-2013 |
| Vaucluse | 876 093 | 2 130 | 2 091 | -2% | T4-2013/T2-2013 |
| Vendée | 512 968 | 1 670 | 1 629 | -2% | T4-2013/T2-2013 |
| Vienne | 328 947 | 1 328 | 1 306 | -2% | T4-2013/T2-2013 |
| Haute-Vienne | 349 717 | 1 197 | 1 200 | 0% | T4-2013/T2-2013 |
| Vosges | 399 187 | 1 111 | 1 072 | -4% | T4-2013/T2-2013 |
| Yonne | 385 008 | 1 231 | 1 226 | 0% | T4-2013/T2-2013 |
| Territoire de Belfort | 120 541 | 1 342 | 1 319 | -2% | T4-2013/T2-2013 |
| Essonne | 1 431 714 | 2 720 | 2 690 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Hauts-de-Seine | 1 566 677 | 5 350 | 5 280 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Seine-St-Denis | 1 107 863 | 3 260 | 3 210 | -2% | T4-2013/T2-2013 |
| Val-de-Marne | 1 029 006 | 4 250 | 4 210 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Val-d'Oise | 1 234 054 | 2 790 | 2 760 | -1% | T4-2013/T2-2013 |
| Autres (*) | 758 918 | 1 950 | 1 941 | 0% | T4-2013/T2-2013 |
| Total | 70 883 297 | | | | |

Pour information, l'indice national (Total Province déterminé par PERVAL), prix au m² au 2^{ème} trimestre 2013 s'établissait à 1 950 Euros et à 1 941 Euros au 4^{ème} trimestre 2013, soit une progression semi-annuelle de -0,5%.

(*) Dont gages réévalués sur l'indice national correspondants à des biens localisés dans les DOM/COM (code département 97X ou 98X).

Pour les biens localisés dans les DOM/COM, la valeur réévaluée au 31/12/2014 est de 561M€ pour un encours de prêts de 326,6M€ et un total de 4 088 dossiers.